

**COMMUNIQUE DE PRESSE, PRESIDENCE DE LA R.D.C. Kinshasa,
le 24 février 2003**

Compte rendu du voyage du chef de l'Etat en Libye, France et Belgique

Libye

La visite du chef de l'Etat dans la capitale libyenne avait pour but de renforcer les relations entre la République démocratique du Congo et la Libye

Au cours de l'entrevue entre les deux chefs d'Etat, il a été question de trouver les voies et moyens de relancer les activités de la commission mixte (Libye – R.D.C) qui constitue un cadre de concertation et de coopération entre les experts des deux pays la dernière rencontre ayant trait aux activités de cette commission remonte à 1999. Les deux chefs d'Etat ont décidé de la tenue d'une réunion avant le 29 mars, à Tripoli. Les points retenus pour l'ordre du jour de cette réunion seraient notamment :

A/ Economie

- L'examen de la possibilité pour la Libye d'investir dans le domaine routier « build operate transfer », celui des hydrocarbures (pétrole) et des infrastructures hôtelières.
- L'engagement du gouvernement congolais à fournir, en contrepartie, à l'état libyen l'approvisionnement en eau.

B/ Politique

- L'objectif poursuivi par le gouvernement libyen est de voir la R.D.C. occuper pleinement sa place au sein de l'Union Africaine et de l'échiquier politique africain. Pour sa part, la Libye grâce aux relations qu'elle entretient avec les pays qui ont agressé la R.D.C , peut jouer un rôle important dans la résolution de ce conflit.

France

Le Président de la République Joseph Kabila s'est ensuite rendu en France pour participer au Sommet France-Afrique, qui a permis aux chefs d'Etats africains de rencontrer leur homologue français afin de renforcer la coopération entre le continent africain et la France.

Dans le cadre de rencontres multilatérales, le Chef de l'Etat a entrepris de resserrer les liens de bonne entente et coopération avec les autres pays participants.

Par ailleurs, le Chef de l'Etat a rencontré son homologue rwandais, Paul Kagame, en présence du Président sud-africain, Thabo Mbeki et de Monsieur Kofi Annan, Secrétaire Général de l'ONU . Le but de cette rencontre était d'évaluer le processus de paix amorcé dans le cadre des résolutions issues de l'accord de Pretoria, signé

entre la R.D.C. et le Rwanda. La R.D.C, à cette occasion, a réitéré ses engagements au regard de l'accord évoqué.

En guise de confirmation de la force de son engagement, le chef de l'Etat a évoqué entre autres, l'expulsion du territoire congolais de membres du Front Démocratique pour la Libération du Rwanda (FDLR). En collaboration avec la MONUC, le Gouvernement congolais a procédé au rapatriement volontaire des combattants Hutus qui étaient cantonnés à Kamina, ainsi qu'au transfert à Arusha (Tanzanie) de Monsieur Renzaho, l'un des présumés génocidaires rwandais.

Le Président Joseph Kabila a demandé au Secrétaire Général de l'ONU le renforcement de la présence de l'ONU par l'envoi d'unités supplémentaires dans la région Nord-Est de la R.D.C. théâtre de massacres et d'exactions conduits par les troupes de Jean Pierre Bemba, Roger Lumbala et Thomas Lubanga.

En outre, le chef de l'Etat a souhaité voir s'accélérer la démilitarisation de Kisangani, qui doit abriter la dernière plénière du Dialogue Inter Congolais (DIC)

Belgique

Le président Joseph Kabila a rencontré le Roi Albert II, le Premier Ministre Guy Verhofstadt et Louis Michel Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères.

Lors d'un entretien avec ces deux derniers, l'évolution du processus de paix en R.D.C. et l'engagement de la Belgique à soutenir la R.D.C. sur les plans économiques et financiers ont été abordés. Le chef de l'Etat a dit ne ménager aucun effort pour la réunification du pays, le rétablissement de la paix et pour la mise en place du gouvernement de transition. Celui-ci doit être établi avant le premier avril de l'année en cours pour organiser des élections libres et transparentes, comme prévu dans l'accord global et inclusif.

Au cours d'une rencontre avec le Président Joseph Kabila, les représentants des institutions de Bretton Woods (le FMI et la Banque Mondiale) ont félicité le chef de l'Etat et se disent disposés à collaborer avec la R.D.C. pour la continuation du Programme intérimaire renforcé (Pir). Par ailleurs, l'unanimité s'est fait autour du « Leadership » incarné par le chef de l'Etat et son gouvernement en ce qui concerne ce programme. Les représentants de ces institutions, qui confirment leur soutien à la R.D.C. ont accepté l'invitation, leur adressée par le Président de la République, de se rendre au pays.

Fait à Kinshasa, le 24 février 2003

MULEGWA ZIHINDULA
Porte - Parole